

La transition énergétique : un point de vue* 08 06 13

Un grand débat se tient depuis quelque mois en France, le DNTE pour débat national sur la transition énergétique. Ce débat, très important et qui concerne tous les français mais dont bien peu connaissent l'existence, est destiné à permettre au gouvernement de préparer un projet de loi sur la transition énergétique à soumettre au parlement dans quelques mois.

Voilà comment le ministère de l'écologie définit cette transition : *la transition énergétique est le passage d'une société fondée sur la consommation abondante d'énergies fossiles, à une société plus sobre et plus écologique. Concrètement, il faut faire des économies d'énergie, optimiser nos systèmes de production et utiliser le plus possible les énergies renouvelables. Aller vers un modèle énergétique qui permette de satisfaire de manière durable, équitable et sûre, pour les hommes et leur environnement, les besoins en énergie des citoyens et de l'économie française dans une société sobre en énergie et en carbone.*

D'où part-on aujourd'hui en France ? La moitié de l'énergie primaire consommée est d'origine fossile (pétrole, charbon et gaz tous importés), 40% d'origine nucléaire et 10% d'énergie renouvelable (hydraulique, éolienne, solaire, géothermique, biomasse, etc). Un tel mix n'est à l'évidence pas soutenable quand on sait que les 50% fossiles se traduisent par des émissions de gaz à effet de serre entraînant un dérèglement du climat et préjudiciables à la santé. Cette consommation contribue en outre au grave déficit de la balance commerciale française, à hauteur de 69 milliards d'euros en 2012, montant qui grossit chaque année avec une tendance ne risquant pas de s'inverser compte tenu de la raréfaction de la ressource. Climat, déficit et santé : trois problèmes importants chacun peut en convenir. Le problème qui se pose est donc le suivant : quelle trajectoire imaginer pour atteindre le mix énergétique souhaitable en 2025 ? Quel type de scénarios sont envisageables aux horizons 2030 et 2050 dans le respect des engagements climatiques de la France (réduction d'ici 2050 d'un facteur 4 des émissions et respect en 2020 des 3 fois 20% de l'Europe) ?

Quand on considère l'énergie secondaire, c'est-à-dire celle qui est effectivement utilisée, le mix est tout aussi déséquilibré : 46 % de produits pétroliers, 22% d'électricité, 20% de gaz, 9% de renouvelables et 3% de charbon (chiffres 2011).

Cette situation n'est à l'évidence pas durable, la situation française est cependant relativement favorable quand on la compare à celle de la plupart des autres pays puisque, dans le monde, l'énergie primaire provient à hauteur non pas de 50% mais de 80% des énergies fossiles, cette situation favorable s'explique par le fait que l'électricité est essentiellement produite à partir de l'hydraulique et du nucléaire.

La transition est donc une obligation s'imposant à presque tous les pays développés, on peut alors s'interroger : pourquoi la France mène-t-elle seule cet exercice quand l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique ou les Pays-Bas mènent, séparément, de leur côté des exercices comparables ? Il est curieux que chaque pays veuille bricoler son propre mix !

Pour ce qui est de la France, les axes de progrès paraissent clairs : réduire la consommation et améliorer l'efficacité dans l'utilisation de l'énergie, accroître le recours aux énergies renouvelables et substituer le recours aux énergies carbonées (fossiles) par des énergies non carbonées (énergies renouvelables et nucléaire).

Ce n'est pas tout à fait l'orientation prise dans le débat sous l'impulsion du président de la république lui-même, puisque celui-ci, a fait acter le 28 septembre 2012, par le Conseil de politique nucléaire, le principe d'une réduction de 75% à 50% de la part du nucléaire dans la production totale d'électricité de la France entre 2017 et 2025, portant ainsi l'accent plus sur l'électricité que sur l'énergie et considérant qu'il fallait réduire le recours au nucléaire en même temps qu'on réduirait la part du pétrole. Double défi ! Les défenseurs des énergies renouvelables étaient ainsi clairement encouragés sans même que soit affichée la nécessité de prendre en compte plusieurs objectifs: réindustrialiser le

pays, améliorer la compétitivité des entreprises, favoriser l'usage de l'électricité tout en gardant son prix attractif, et bien sûr sans ignorer la situation économique et financière.

Afin d'assurer la consultation de l'ensemble des parties prenantes et de les pousser au dialogue entre-elles, une organisation extrêmement complexe a été mise en place : création de groupe d'experts, mise à disposition d'un site internet participatif, conférences régionales, débats territoriaux, journées citoyennes (visites et dialogues), auditions de maintes personnalités et dernièrement consultation d'un comité citoyens.

Il faut reconnaître à ce système complexe une qualité importante : les parties prenantes au débat s'écoutent, dialoguent entre elles et élaborent en commun des textes. Ce n'est pas si courant dans un pays comme la France, d'autres débats n'ont pas rencontré ce succès.

Aujourd'hui, nous sommes loin de connaître toutes les contributions et bien incapables de prévoir quelle pourrait être la teneur du rapport de synthèse.

Nous savons déjà que, faute de consensus, 4 trajectoires différentes sont proposées et ont été présentées devant le Conseil National du Débat. En effet, deux sujets ont provoqué des divisions au sein du groupe de travail : la place du nucléaire et la réduction de la consommation énergétique dans les 50 prochaines années. Résultat, le choix reste à faire entre des propositions bien différentes et, alors que la fin du débat approche, il y a lieu de penser qu'il n'y aura pas de consensus sur ce point tout à fait fondamental. Qui donc tiendra la plume quand l'heure viendra de rédiger le rapport de synthèse ?

Ces quatre scénarios sont les suivants :

- Le scénario « **sobriété** » : la demande en énergie est divisée par deux ce qui rend possible à la fois la sortie du nucléaire et celle des énergies carbonées (pétrole, charbon, gaz). Pour atteindre cette sobriété énergétique il s'agit de réduire drastiquement la consommation d'énergie et l'étalement urbain tout en rénovant 750.000 logements chaque année, d'organiser le recyclage de masse et de développer l'agriculture biologique. Dans ce scénario, le rôle de la biomasse (bois, etc.) est multiplié par dix et occupe 46% du mix énergétique, les autres énergies renouvelables passant de 3% à 43%.
- Le scénario « **efficacité** » retient comme le précédent une baisse de 50% de la consommation en énergie, mais l'électricité joue toujours un rôle crucial et les principales économies sont faites sur le transport. Ce scénario prévoit que l'efficacité électrique permet de diviser par 2 la part du nucléaire, les renouvelables avec la biomasse représentant plus de 50% du mix et le gaz gardant un rôle significatif.
- Le scénario « **décarboné** » table sur une réduction moindre de la consommation en énergie (20%) et reconnaît au nucléaire son efficacité pour lutter contre les émissions de CO₂. Pour répondre aux engagements de la France quant aux réductions de ces émissions, la part de l'électricité dans la consommation d'énergie est doublée d'ici 2050 (utilisation de voitures électriques et hybrides, chauffage par pompes à chaleur,...).
- Le scénario « **diversité** » table sur une réduction de la consommation plus modérée tenant compte de l'augmentation de la population (75 millions de Français en 2050) et prévoyant une croissance économique de 1,7% par an. Une fiscalité énergie-climat (type taxe carbone) sanctionne les énergies polluantes. La part du nucléaire est très légèrement réduite et une partie du parc est renouvelé tandis que la part des renouvelables, hors biomasse, passe de 3 à 30%.

Quelques points apparaissent préoccupants : si, s'agissant de Fessenheim ou de la transition, il y a de très bons arguments pour le nucléaire, d'excellentes professions de foi, et un contexte économique qui devrait être favorable, il reste que l'ambiance générale est très défavorable au nucléaire et que la ministre reste sourde à presque tout, sauf aux avis de Pierre Radame, Bruno Rebelle, Jean Jouzel, Nicolas Hulot,...écoutés comme des messies.

Les débats organisés en Régions ont été, pour beaucoup, très fermés : la discussion étant essentiellement centrée sur trois scénarios (ADEME, Négawatt et Greenpeace) presque identiques. Ces scénarios misent tout sur les énergies renouvelables (avec des hypothèses très contestables et irréalistes) et l'élimination du nucléaire. Ils se fondent sur une *sobriété ou une efficacité* qui en bon français ne sont rien d'autre qu'un ensemble de privations et de restrictions imposées de façons très dirigistes. Nul ne pense que la transition puisse se faire sans réduire la consommation d'énergie, sans améliorer l'efficacité de son utilisation et sans modifier de façon importante certains modes de vie, mais de là à imaginer qu'on puisse réduire la consommation d'un facteur 2 sans engendrer la révolution il y a une marge ! Bref des débats locaux organisés souvent autour du mariage entre un développement des énergies renouvelables à tout va et une décroissance implicite, un nouveau mariage, mais pas gai du tout celui-ci, et sans jamais parler de coût ou d'économie et encore moins de bénéfice. Facteur aggravant, rien ne permet de penser qu'un autre pays que la France envisage de tels sacrifices. A quoi bon handicaper le pays à ce point ? Espérons qu'au moment d'élaborer la loi, la France fera des choix sans naïveté et sans se bercer d'illusions.

La démocratie participative et en particulier la Journée citoyenne du 25 mai au cours de laquelle 1115 citoyens dans la France entière ont débattu de transition semble avoir été un exercice génial pratiqué pour la première fois en France, mais biaisé : bien préparé, ce débat citoyen dont tout le monde est ressorti heureux, après s'être prononcé sur quelque 170 questions et où le mot *nucléaire* n'apparaissait qu'une seule fois ! Les questions de prix étaient par ailleurs à peine soulevées alors que pour les consommateurs la facture est le point primordial comme on le constate dans tous les sondages et alors que des millions de nos concitoyens vivent déjà en situation de précarité énergétique. Dans la restitution de cette journée faite le 27 mai, dans les locaux mêmes du ministère, on a pu entendre de la bouche de Pierre Radanne que *le public accepte les enjeux de la transition énergétique. Chez les «vrais gens», la transition énergétique est moins clivante que dans les médias, où les acteurs nationaux campent sur des positions radicales ou caricaturales. «Les questions techniques ne sont pas centrales».*

Plus étonnant, Bruno Rebelle, membre du comité de pilotage du débat, n'a pas hésité à dire : *Le nucléaire n'est pas un sujet porteur. Il apparaît pour le public comme une technologie du passé, périmée et inassurable qu'il faudra fermer un jour.*

Alors que le climatologue Jean Jouzel, autre membre du comité de pilotage du débat, renchérisait : *Il y a, en revanche, de l'empathie pour les énergies renouvelables* avant de prôner l'exemple allemand et une indispensable coordination France Allemagne !

On retiendra de l'exercice que les débats se sont déroulés assez sereinement mais que les consultations ont été très encadrées, peut-être était-ce le prix pour que le débat aille à son terme.

Bref les lobbys semblent être aux manettes auprès d'un président qui a déjà annoncé ses décisions (fermeture de Fessenheim, nucléaire ramené à 50% en 2025) et d'une ministre très politique et soumise à toutes les pressions. La balance commerciale, la compétitivité, la ré-industrialisation, le financement de la transition énergétique ne sont, pour l'heure, pas des sujets d'actualité, espérons que ces sujets, tous très importants, soient abordés sérieusement.

Nous espérons vivement pouvoir vous dire dans le prochain numéro combien nous avons fait preuve d'un certain pessimisme dans celui-ci.

Bernard LENAIL

*Texte extrait de Nucléaire & Energies n°61, ouvrage collectif d'UARGA (Association des retraités d'AREVA), à paraître prochainement.